



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de
l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°54 – 13 septembre 2014

Le gouvernement Hollande-Valls-Pinel avec le représentant de la banque Rotschild, Macron, plébiscité par le MEDEF : un gouvernement de guerre ouverte contre les travailleurs ! Il fait appel à la coopération des dirigeants syndicaux via le « dialogue social » qui, à l'unanimité, ont répondu : présents ! À l'inverse, la responsabilité des dirigeants syndicaux, c'est de :

- **Rompre la coopération avec le gouvernement et le MEDEF, rompre le dialogue social**
- **Organiser le combat pour imposer à la majorité de députés PS-PCF de rejeter le budget 2015 et la loi de financement de la Sécurité sociale, concentrés des attaques anti-ouvrières**

Hollande au journal *Le Monde* le 21 août : « *le gouvernement devra aller plus vite, plus loin* »

Le 25 août, Valls présentait la démission de son gouvernement. La veille, Montebourg avait dit dans *Le Monde* : "L'Europe est en train de se mettre dans une impasse à cause des choix de politiques économiques (...) Je n'exécute pas la France dans ce constat". Cette interview suivait de quelques jours celui de Hollande où celui-ci affirmait à l'inverse sa volonté de continuer la même politique en "allant plus vite, plus loin".

En réalité, Montebourg ne représente en aucun cas une politique de rupture avec le capital. Il a fait ses preuves au contraire comme serviteur zélé du capital : soutien aux plans de licenciements et de suppressions de postes à Sanofi, PSA, attaque brutale contre les ouvriers de Goodyear confrontés à la fermeture de l'usine, intervention directe contre la grève des camionneurs de Mory Ducros.

D'ailleurs sur le fond rien ne le sépare réellement de Hollande-Valls (il y a quelques mois, le même Montebourg assurait la promotion de ce dernier comme Premier ministre). Les uns et les autres, en défense du capitalisme français, réclament désespérément de l'UE et de l'Allemagne un peu d'oxygène pour le capitalisme français sous la forme d'un assouplissement des "critères de Maastricht" qui imposent de réduire les déficits publics, et d'une politique de "relance" dont ils espèrent, à tort ou à raison, qu'elle élargirait les débouchés de l'économie française.

Mais l'ampleur de l'offensive à l'ordre du jour du gouvernement exige le silence dans les rangs des ministres. Donc exit Montebourg (et dans son sillage Hamon et Filipetti).

Le gouvernement Valls II (Valls-Macron-Pinel)

La constitution du nouveau gouvernement vaut programme. Outre le maintien du parti bourgeois des "radicaux de gauche", la nomination de Macron, qui vient de la banque Rotschild, l'homme qui a conçu le "pacte de responsabilité", en dit assez long.

Le MEDEF ne s'y est pas trompé. Dans son "université d'été", il a accordé une standing ovation à Valls venu faire un acte d'allégeance ostentatoire en déclarant son "amour" pour "les entreprises" (traduisez : pour les capitalistes), tout en demandant « des preuves d'amour », redoublant ses exigences.

Dans le même temps, Hollande adoptait en défense de l'impérialisme français la posture guerrière dans le rôle du roquet d'Obama, en rajoutant par rapport à ce dernier. Après le soutien éhonté aux massacres commis par Israël à Gaza cet été, après l'annonce de la fourniture d'armes à l'"opposition" en Syrie, de la fourniture d'armes au gouvernement régional du Kurdistan irakien (tout en se prononçant contre le droit légitime du Kurdistan de se constituer en État indépendant), de la

continuation de l'intervention militaire en République centrafricaine et au Mali, il vient d'annoncer à Bagdad sa décision de bombarder en Irak.

Ce gouvernement dégage dès sa constitution une forte odeur de décomposition avec son lot de boules puantes et de scandales, avec la nomination puis expulsion dès les premiers jours de Thévenoud, qui membre de la « commission contre la fraude fiscale », ne payait pas d'impôts ! C'est pourtant ce gouvernement qui a pour mission de tirer une nouvelle rafale d'attaques anti-ouvrières. C'est le mandat que lui donne la bourgeoisie française aux abois dans le cadre de la crise générale, et qui va s'aggravant toujours, du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale.

Le capitalisme français dans une situation désastreuse

Tout est là : dans la déconfiture de la bourgeoisie française sur le marché mondial. Il y a les chiffres récents : 0 % de croissance depuis le début de l'année. Mais il y a les tendances sur les 10 ou 15 ans passés. Depuis 15 ans, la part de la France dans les exportations mondiales est passée de 4,7 à 3,2 %, soit un recul de 32 %. La production manufacturée a baissé de 10 % en 12 ans. Y compris dans les zones traditionnelles de domination de l'impérialisme français (Afrique du Nord, ancien empire colonial d'Afrique noire), les capitalistes français se font damer le pion. Idem dans les secteurs économiques où traditionnellement la France occupait une place de choix (vins et alcools, agroalimentaire). Les banques subissent le contre-coup de faillites dans les pays méditerranéens (ainsi le Crédit Agricole qui, après la Grèce, essuie de grosses pertes au Portugal), de la situation en Russie (Société Générale), ou sont sous le feu des décisions de l'impérialisme US (amende record pour la BNP décidée par la justice, c'est-à-dire l'Etat US, directement versée au budget fédéral américain). Les faillites se succèdent à un rythme échevelé : 72000 dépôts de bilan en 2013.

Les appareils qui trônent au sommet des organisations syndicales prétendent : « *Mais non il n'y a pas de crise : les dividendes versés aux actionnaires en 2013 ont augmenté de 30 % !* » Et ils en concluent qu'il y a d'autres solutions... dans le cadre du maintien du capitalisme : il suffirait que ces dividendes aillent à l'investissement. Si ces chiffres ont un sens, ils signifient d'abord la nécessité d'en finir avec le régime du profit, avec le capitalisme. Mais outre le fait que ces dividendes sont versés par les groupes du CAC40 qui réalisent l'essentiel de leurs profits hors de France, ces chiffres témoignent de l'enrichissement éhonté des capitalistes, non de la bonne santé du capitalisme. Car précisément si les profits ne s'investissent pas, c'est que, du fait de la crise de surproduction, les capitalistes n'ont nullement la garantie de pouvoir vendre le surplus de marchandises qu'ils mettraient sur le marché avec de nouveaux investissements.

Les premières victimes de cette situation sont les masses laborieuses. Le chômage enfile de mois en mois et a dépassé très largement les 5 millions. Les travailleurs se serrent la ceinture et la consommation y compris de produits courants diminue (- 2 % en 2013), amplifiant la crise et accentuant la tendance à la déflation.

Dans cette situation, les bourgeoisies concurrentes – à commencer par la bourgeoisie allemande - poussent impitoyablement leur avantage. A toutes les suppliques de Hollande et autres Sapin demandant des délais supplémentaires pour diminuer les déficits (la dette atteint 96 % et le déficit loin de diminuer sera pire cette année que l'an dernier à 4,4%), Merkel répond par un « Nein » retentissant. A leurs demandes de faire en Allemagne une politique ouvrant la vanne de la demande, les représentants de la bourgeoisie allemande répondent avec morgue : « *Croyez-vous que si nous augmentons les salaires chez nous, les salariés allemands vont acheter des voitures Renault ou Peugeot ?* ». Chaque jour livre son lot de nouvelles humiliations.

Pour retrouver sa place dans l'économie mondiale, ou pour stopper l'effondrement, la bourgeoisie française sait très bien qu'il n'y a qu'une solution : baisser brutalement le prix de la force de travail, soit le salaire direct, soit le salaire indirect (droits ouverts par la Sécurité sociale, budgets sociaux, etc.). C'est l'alpha et l'omega de la politique du gouvernement Hollande-Valls-Macron-Pinel.

Un plan concentré d'offensives anti ouvrières

À l'ordre du jour du gouvernement, figurent :

- le projet de budget 2015 et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale : 21 milliards d'économie pour commencer à financer les 50 milliards versés au patronat d'ici 2017 dans le cadre du pacte de responsabilité. Cela signifie : blocage des salaires des fonctionnaires, blocage des pensions, diminution massive des postes dans la plupart des ministères, diminution massive des dotations aux collectivités territoriales avec en perspective un plan massif de restructuration -suppressions de postes parmi les fonctionnaires territoriaux dans le cadre de la réforme territoriale. Pour ce qui est de la Sécurité sociale, déremboursement des médicaments, étranglement de l'Hôpital Public, mis à mal du statut de ses personnels, attaques contre les allocations familiales...

- la mise à mal du code du travail : banalisation du travail du dimanche, remise en cause des « seuils sociaux » (disparition des comités d'entreprise et surtout du délégué du personnel dans les petites entreprises), « flexibilité du marché du travail »

c'est-à-dire nouvelles facilitations des mesures de licenciement, et sous couvert de remise en cause des « 35 heures », liquidation de toute définition légale du temps de travail par le biais de la « négociation d'entreprise », ce qui suppose la liquidation des conventions collectives et a pour conséquence une diminution brutale des salaires par le non paiement des heures supplémentaires comme telles.

- le développement massif de l'apprentissage patronal, richement subventionné quand des dizaines de Lycées Professionnels Publics sont fermés. Apprentissage et stages visent à réduire la jeunesse à une situation de sous-prolétariat brutalement surexploitée.
- la liquidation du statut de la Fonction publique avec en particulier l'annonce officielle par Lebranchu, la ministre de la FP, de la remise en cause de la promotion à l'ancienneté – qui seule permettait vaille que vaille aux fonctionnaires de préserver leur pouvoir d'achat - au profit de la promotion « au mérite », ce qui signifie individualisation et arbitraire. Mais aussi réduction considérable des corps de la Fonction publique, négociation locale substituée à la gestion nationale dans le cadre des statuts nationaux, mobilité généralisée inter et intra fonctions publiques, etc.
- l'attaque à tous les niveaux contre les statuts des enseignants (parution du décret liquidant les garanties des enseignants du secondaire, décret « rythmes scolaires », parution du décret modifiant le statut des enseignants du supérieur qui constitue une reprise aggravée de la réforme Pécresse, ministre de Sarkozy).

**Une offensive qui réclame la coopération constante des appareils syndicaux – et l'obtient -,
via le dialogue social**

Le 9 septembre, dirigeants syndicaux, MEDEF et CGPME se rencontraient. Pas un seul dirigeant syndical ne manquait à l'appel. A l'ordre du jour, l'« agenda social » et en particulier la discussion sur les « seuils sociaux ». Le 22 septembre, commence la « négociation » Fonction publique sur les objectifs mentionnés plus haut. A nouveau, toutes les fédérations fonctionnaires ont annoncé leur participation.

On se souvient pourtant que les dirigeants CGT, FO, FSU avaient décidé de ne pas participer à la deuxième journée de la « Conférence sociale » le 8 juillet. Cela faisait suite à ce qui s'était exprimé y compris dans les sommets de la CGT et qui avait conduit Lepaon à déclarer : « *Le gouvernement ne peut pas décider du calendrier, des objectifs, des thématiques... et demander aux organisations syndicales d'assurer la mise en œuvre...* ». Mais cette rentrée le montre. Visiblement le gouvernement peut « *demande aux organisations (ou plutôt à leurs dirigeants) d'assurer la mise en œuvre...* » de sa politique. Lepaon l'a martelé à l'assemblée de rentrée de la CGT, et parlant des concertations programmées, à la suite de la Conférence sociale, de mise en œuvre du pacte de responsabilité : « *Nous y serons* ». Et à sa suite, les directions de Force Ouvrière et de la FSU ont pris la même décision.

**Le gouvernement Valls-Macron-Pinel est faible.
Il a un besoin vital de la coopération des directions syndicales**

Les coups de menton de Valls n'y changent rien. Le gouvernement est faible et c'est pourquoi il a tant besoin des dirigeants syndicaux. Même dans le cadre des institutions de la V^e République, il ne peut se passer de la caution de l'Assemblée nationale.

Or siège dans cette assemblée une majorité de députés PS-PCF issue du vote populaire de 2012 qui a chassé Sarkozy et l'ex-majorité parlementaire UMP-UDI. Certes jusque-là, bafouant le vote populaire de 2012, les députés PS ont servilement voté toutes les mesures réactionnaires et pro-patronales des gouvernements Ayrault et Valls I. Il y eut toutefois une exception avec l'abstention de 41 députés PS sur le pacte de responsabilité. Il y a aujourd'hui une crise dans le PS. Nombre de députés dits « frondeurs » font mine de regimber. Aucune illusion n'est permise. Leur seule motivation est qu'ils savent que la politique du gouvernement conduit le PS au désastre – et leur carrière personnelle avec ! Et à aucun moment ils ne défendent une politique en faveur de la classe ouvrière. Mais ce qu'expriment leurs grincements, c'est la contradiction existante entre la majorité PS-PCF à l'Assemblée et le gouvernement Valls-Macron-Pinel.

Une issue politique existe pour les travailleurs

Cambadelis, premier secrétaire du PS martèle sous forme de menace aux députés PS : « *quel député PS pourrait vouloir la chute du gouvernement ?* » les enjoignant de voter la confiance, le budget, la loi de financement de la SS. Valls, lui, déclare, adoptant la posture du Bonaparte : « *C'est moi ou Marine Le Pen* ». Par-delà les députés PS, ils prétendent s'adresser aux travailleurs : « *Acceptez note politique ou alors, c'est le FN, « le fascisme », etc.* ».

Mais en vérité, il y a une tout autre issue que l'acceptation de la politique de Valls ou la dissolution – que propose un

Mélenchon sans doute très pressé de revoir une majorité des partis bourgeois à l'Assemblée qui serait désormais une majorité de députés UMP et FN.

Cette issue est la suivante : que les députés PS-PCF majoritaires rejettent Valls et la politique de son gouvernement, refusent de voter le budget. Alors les conditions seront réunies pour la constitution d'un autre gouvernement - sans représentants bourgeois, sans membre de partis de la bourgeoisie - issus de cette majorité dont les travailleurs exigeront satisfaction de leurs revendications. Cela signifie : en finir avec la Vème République !

La responsabilité pleine et entière des directions syndicales

Certes les députés du PS ne le feront pas d'eux-mêmes. C'est vrai. Il faudra donc leur imposer. Cela ne peut sûrement pas se faire avec une « journée d'action » du type de celle qu'annonce la direction de la CGT pour le 16 octobre, à savoir une journée « décentralisée » qui loin d'exiger le retrait des projets de loi gouvernementaux (budget et SS) se prononcent contre leur vote « en l'état », donc pour de « bonnes » mesures gouvernementales.

Au contraire la responsabilité des directions syndicales (CGT, FO, FSU, UNEF) est celle-ci :

- qu'elles quittent sans délai toutes les tables de concertation avec le MEDEF (« agenda social ») et le gouvernement (« négociation » Fonction publique) !
- qu'elles appellent dès maintenant à une grande manifestation de tous les travailleurs, de la jeunesse à l'Assemblée nationale au moment de la discussion budgétaire sur le mot d'ordre : à bas le budget 2015 ! Députés PS, PCF, ne votez pas le budget ni la loi de financement de la Sécurité sociale !

Actualité du combat pour le socialisme, c'est-à-dire pour l'expropriation du capital

La situation en France ne fait pas exception. Partout la crise du mode de production capitaliste fait ses ravages et développe ses effets barbares. Les puissances impérialistes déversent des milliards pour armer les belligérants de l'Ukraine à l'Irak, mais les populations d'Afrique meurent par milliers du virus Ebola car il n'y a ni médecins, ni médicaments. La jeunesse est massivement vouée au chômage, sacrifiée sur l'autel du régime du profit. De 2010 à 2013 aux USA, les 20 % les plus pauvres ont vu leurs revenus baisser de 8 % quand celui des 10 % les plus riches ont vu les leurs augmenter de 10 %. 3 % de la population accaparent 54,4 % de la richesse !

Seul le socialisme, l'expropriation du capital et l'organisation de la production en fonction des besoins des masses peut permettre à l'humanité d'échapper à la barbarie. Cela suppose dans chaque pays la prise du pouvoir par la classe ouvrière à travers ses conseils ouvriers, que soit brisée la vieille machine étatique qui garantit la domination de classe actuelle de la bourgeoisie, que soit ainsi ouverte la perspective des Etats Unis Socialistes d'Europe.

Pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'internationale Ouvrière Révolutionnaire

Pour cette tâche, le prolétariat et la jeunesse ont besoin d'une organisation, d'un Parti. Ce ne sont sûrement pas les Partis Socialistes, ni les PC qui peuvent réaliser cette tâche. Ils ont montré et montrent chaque jour qu'ils sont indéfectiblement attachés au maintien du capitalisme. Le Groupe de militants regroupés autour de « Combattre Pour le Socialisme » entend œuvrer à la construction d'un Parti Ouvrier et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Il vous invite à vous associer à ce combat.

Le 13 septembre 2014.

Prenez contact : AEPS – 1 bis, rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Site web : <http://socialisme.free.fr> ★ e.mail : socialisme@free.fr
